

Antoine Artous, Daniel Bensaïd,
Stathis Kouvelakis et Pierre Rousset

Débat : le bilan de l'élection présidentielle en France, la « gauche antilibérale » et les responsabilités de la LCR

Nous publions ci-dessous un texte d'Antoine Artous et de Stathis Kouvelakis écrit le 1^{er} juin 2007 pour Viento Sur, une revue publiée dans l'État espagnol, sur le bilan de l'élection présidentielle, et une réponse à cet « étrange bilan » écrite par Daniel Bensaïd et Pierre Rousset.

Antoine Artous et Stathis Kouvelakis

France : les leçons d'une défaite

France 1995-2007 : quelques dates clés

1995 : Présidentielle : élection de Chirac (contre Jospin), grèves de novembre-décembre qui mettent en échec le plan du Premier ministre Juppé 1997 : Chirac dissout l'Assemblée, victoire de la gauche, gouvernement Jospin de la « gauche plurielle » (PS + PCF + Verts).

2002 : Forte poussée de l'extrême gauche aux élections présidentielles d'avril-mai (10,4 %), effondrement du PCF (3,4 %), Le Pen au second tour, le PS éliminé, Chirac élu.

2003 : Fortes mobilisations sociales au printemps contre la réforme des retraites, qui se soldent par un échec.

1/ Voir, par exemple, Stéphane Rozès, « Penser la radicalité de la période », *Contretemps* n° 11, septembre 2004.

2004 : Élections régionales de mars, défaite de la droite, le PS devient majoritaire dans la quasi-totalité des régions.

2005 : Victoire du non au référendum de mai sur le TCE (traité constitutionnel européen), « émeutes » dans les quartiers populaires à l'automne.

2006 : De l'hiver au printemps, grève générale étudiante et mobilisations de masse des syndicats font reculer le gouvernement sur le TCE (contrat de travail précaire).

2007 : Élections présidentielles d'avril-mai, avec une très forte participation électorale (8 millions d'électeurs supplémentaires).

Au premier tour, Nicolas Sarkozy (UMP, droite) obtient 31,18 % des voix et Ségolène Royal (PS) 25,87 %. Le centriste Bayrou (UF) obtient 18,57 % des voix, contre 6,8 % en 2002, alors que Le Pen (Front national) recule à 10,44 % contre 16,84 en 2002. Même si Olivier Besancenot (LCR) fait un bon score par rapport aux autres candidats à gauche du PS, la gauche radicale et antilibérale recule fortement (9,1 % contre 13,8 % en 2002).

Au second tour, Nicolas Sarkozy est élu avec 53,06 % contre 46,94 % pour Ségolène Royal. Sarkozy l'emporte largement parmi les retraités, les agriculteurs, les artisans et les commerçants, mais aussi les cadres, et il obtient plus de 40 % des voix parmi les classes populaires (ouvriers, employés), un niveau comparable à celui de Chirac en 1995. Royal l'emporte nettement parmi les jeunes et, de façon moins nette, dans les classes populaires et le salariat intermédiaire.

Les résultats de l'élection présidentielle en France marquent un tournant politique majeur dans ce pays. D'abord par la très nette victoire de Sarkozy. Ensuite par l'échec qu'elle traduit pour la gauche, pour le PS avant tout, mais aussi pour la gauche radicale et antilibérale.

En fait, la présidentielle clôt ce que certains analystes ont appelé le « cycle politique antilibéral » qui marquait la vie politique et sociale depuis 1993-1994 ^{1/}.

Cela, on le verra, n'est pas synonyme pour nous d'une « droitisation » de la société française. Reste qu'il s'agit d'un tournant dont les effets vont bien au-delà des frontières, compte tenu de la situation particulière qu'a connue ce pays dans la période passée. Et cela engage des analyses et des discussions, notamment dans la gauche radicale, qui ne font que commencer. Cet article, écrit avant de connaître les résultats des élections législatives, vise simplement à souligner quelques points qui nous semblent importants.

Sarkozy, une victoire stratégique

La victoire de Sarkozy est d'ordre stratégique : après plus d'une décennie de crise sociale et politique, elle permet à la droite française de s'unifier, se reconstruire et se mettre en ordre de combat pour développer une politique ultralibérale. Depuis 25 ans, le mécanisme de l'alternance se traduisait par un désaveu du pouvoir en place. Or, alors que l'UMP gouverne le pays depuis 2002, Sarkozy obtient l'un des meilleurs scores de la droite sous la V^e République. Il mord fortement sur l'électorat de Le Pen, réduisant ainsi la nuisance du Front national pour la droite. Alors que durant l'ère Jacques Chirac, la droite semblait politiquement paralysée et sur la défensive, la victoire de Sarkozy traduit une dynamique importante de renouvellement de ses équipes dirigeantes, mais également une rupture politique et idéologique avec cette ère. Selon une formule souvent répétée, la droite est à présent « décomplexée » et a la volonté d'assumer clairement, au plan politique comme idéologique, un néolibéralisme dur, ouvertement autoritaire. Le

ralliement à la majorité présidentielle de la plupart des députés UDF qui avaient soutenu Bayrou à l'élection présidentielle renforce l'hégémonie de Sarkozy.

S'il a joué la « rupture » au plan politico-idéologique, il n'en fut pas de même en ce qui concerne les institutions de la V^e République, alors que Bayrou, puis Ségolène Royal, avançaient des éléments de « modernisation », en proposant notamment d'introduire une dimension de proportionnelle dans l'élection des députés. Sans entrer ici dans les détails, il faut souligner que ces institutions étaient devenues un facteur d'immobilisme et de crise. Notamment, à cause du verrouillage politique produit par le système du bipartisme, les deux grands partis se transformant eux-mêmes en écuries des deux candidats (UMP et PS) à l'élection présidentielle. D'où un décalage important entre le « pays réel » et le « pays légal » et des réactions « anti-système » à l'origine, parmi d'autres facteurs, de la forte poussée de Le Pen en 2002. En 2007, la réaction anti-système s'est surtout exprimée à travers la montée (imprévue) de Bayrou, d'autant qu'il n'existait pas de candidature crédible à gauche du PS.

Sarkozy n'entend pas remettre en cause le bipartisme, il lui permet de structurer son hégémonie sur la droite, tout en maintenant la polarisation politique entre la droite et la gauche (PS). Toutefois, l'accent fortement populiste de sa campagne était une façon de répondre au décalage entre le « pays réel » et le « pays légal ». Il va poursuivre dans ce sens, en accentuant ce que l'on appelle la « presidentialisation » des institutions. Pour le dire vite, le président de la République ne se donnera pas la figure d'un arbitre, mais deviendra un « super Premier ministre », dirigeant l'action politique quotidienne. Tout en gardant un statut

à part, puisqu'il est élu au suffrage universel, tout en ayant le droit de dissoudre l'Assemblée nationale. Alors que classiquement, dans la V^e République, le Premier ministre jouait le rôle d'un « fusible », Sarkozy sera donc directement exposé. Mais cela correspond bien à son orientation qui vise à mettre en œuvre une politique ultralibérale, sans craindre la conflictualité sociale. Au contraire, il veut plutôt en jouer et y répondre par une forme autoritaire de presidentialisme, appuyée sur une forte dimension populiste (sécurité, immigration, identité française).

Une « droitisation » de la société française ?

La rupture est donc importante. Pour autant, peut-on dire – comme on l'entend souvent, et pas seulement dans les médias – que le succès de Sarkozy est le simple reflet d'une « droitisation » de la société française ? Au cycle antilibéral succéderait ainsi un cycle libéral : le libéralisme serait devenu dominant dans le corps social. Cette thèse nous semble erronée, non pas au sens où elle serait fautive, mais parce qu'elle s'avère unilatérale. La victoire de Sarkozy n'est certes pas un accident, elle a des racines profondes, notamment idéologiques. Elle s'inscrit dans des tendances antérieures au durcissement des politiques néolibérales, qu'elle radicalise à son tour.

Pour autant, cette victoire n'est en rien un simple prolongement linéaire et inéluctable de ces tendances. Les gouvernements auxquels a participé Sarkozy ont connu des défaites importantes dans toutes les élections intermédiaires depuis 2002. Ils ont été confrontés à de fortes mobilisations sociales, et si la droite a marqué des points en 2003 (retraites), elle a dû à nouveau reculer début 2006 (sur le CPE). Par ailleurs, s'il existe des fractures au

sein des classes populaires (exclusion, précarité, chômage...) favorisant le discours populiste de Sarkozy, du point de vue politico-idéologique la situation n'a pas qualitativement changée. Le Front national en jouait d'ailleurs depuis longtemps.

Le succès de Sarkozy réside dans sa capacité à transformer les coordonnées d'une situation, en intervenant activement dans ses contradictions, et pas simplement à les refléter ou à les consolider. Les contradictions portées par le cycle antilibéral s'étaient concentrées sur le plan politique central (nous y revenons plus loin). Saisissant l'enjeu politique particulier de cette élection présidentielle dans cette conjoncture, Sarkozy a compris qu'elle ne pouvait pas se gagner « au centre ». Il fallait apporter une réponse « radicale » à une situation prolongée de crise politique et sociale que connaissait la société française depuis plus d'une décennie. Si Bayrou a essayé de surfer sur les réactions « anti-système » de l'électorat, Sarkozy a su, lui, avancer une perspective de sortie de crise : « la rupture ».

Voilà pourquoi le caractère non prédéterminé, activement construit, de la victoire de Sarkozy n'est en rien une bonne nouvelle : s'il ne se contente pas de « traduire » électoralement une droitisation préexistante, Sarkozy est d'autant mieux placé pour la faire advenir et l'inscrire durablement dans la société française. Rien ne serait plus illusoire que de penser que les résistances sociales pourront faire face seules à cette légitimité nouvelle, construite sur le terrain politique. Avec son arrivée au pouvoir devient précisément envisageable, en France, ce que les rapports de forces établis au cours de la période passée étaient parvenus à mettre en échec, à savoir une thérapie de choc à la Thatcher. Thérapie dont il

faut souligner que, en Grande-Bretagne même, elle n'était en rien inévitable, même après le premier succès des conservateurs (1979). La contre-réforme thatcherienne dut être gagnée de haute lutte (notamment contre les mineurs en 1984-1985) et, malgré toutes les théorisations sur le caractère prétendument « hégémonique » de son « populisme autoritaire », elle ne s'appuyait en rien sur une adhésion majoritaire de la population à la liquidation de l'État social.

Du côté du PS

Malgré sa poussée spectaculaire lors des élections régionales, le PS s'est trouvé dans une situation d'impasse et de crise, qui faisait suite au bilan calamiteux du gouvernement de la « gauche plurielle » et de l'élimination de Jospin au second tour de la présidentielle de 2005. Sa division ouverte au moment du référendum sur le TCE, avec l'apparition de courants significatifs remettant en cause l'orientation néolibérale, en a été l'expression manifeste. Laurent Fabius, qui s'était prononcé pour le « non » en 2005, entendait se situer dans le prolongement de l'ère mitterrandienne, en maintenant l'ancrage du PS à « gauche ». Mais, outre la faible crédibilité du personnage, qui avait été une des figures éminentes du social-libéralisme, la perspective, du point de vue du PS, paraissait peu crédible. Les anciens alliés de la « gauche plurielle », s'étaient effondrés et/ou avaient pris des distances. Le PS lui-même, parti traditionnellement privé des structures de masse de la social-démocratie, est devenu largement autonome de la base sociale de la gauche. Happé par les institutions étatiques et le jeu des alternances gouverne-

mentales, dépourvu de réelle substance militante, il est étroitement contrôlé par un appareil central fortement bureaucratisé et un pléthorique contingent d'élus. C'est la gauche radicale et antilibérale qui occupait l'espace politique à gauche du PS. Mais, pour cette même raison, et du fait des divisions internes^{2/}, la direction du PS ne pouvait poursuivre de façon ouverte sa marche au social-libéralisme, surtout après la victoire du non au TCE.

Ségolène Royal a donc lancé sa candidature en contournant le parti. Elle a joué sur l'aspiration au renouvellement (et la candidature d'une femme), la « modernisation » de la démocratie (démocratie participative, etc.), faisant des clin d'œil sur sa gauche et/ou vers les couches moyennes, tout en reprenant à son compte une version atténuée de la thématique sarkozienne des « valeurs » : ordre, travail, identité nationale, éloge de la famille. Sur les questions économiques et sociales, elle a oscillé entre un projet initial inspiré de Tony Blair, et peu distinct sur le fond de celui de Sarkozy, (« réconciliation avec les entreprises », remplacement des droits sociaux par un discours compassionnel et moralisant, dénonciation de l'« assistanat » et réhabilitation « éthique » du « travail ») et des concessions, souvent de pure circonstance, à des éléments plus classiquement social-démocrates, sous la pression de son parti ou de la nécessité de s'adresser à l'électorat de gauche. Et lorsque la poussée Bayrou s'est accentuée dans les sondages, elle a clairement fait apparaître son orientation : en finir avec l'héritage de l'ère Mitterrand pour se tourner vers le centre.

Une telle orientation, agrémentée de zigzags, n'était en rien capable de proposer une « rupture », alternative à celle de Sarkozy. Elle a, au contraire, accéléré le délitement idéologique du PS et conforté la posture offensive de

la droite, ravie de voir le débat sur les « valeurs » se substituer aux choix en matière de politique économique et sociale. Si Ségolène Royal a engrangé au premier tour une partie des voix « anti-sarkozy » (le « vote utile » contre la droite), les votes « anti-système » ont été principalement captés par Bayrou. Son score médiocre fait apparaître que le relâchement des liens entre le PS et des secteurs décisifs de son électorat s'est non seulement poursuivi mais qu'il s'est même accentué : à la sécession des couches populaires est venue s'ajouter la distanciation d'une partie significative du salariat intermédiaire et intellectuel.

Au second tour, le résultat de Royal est, certes, presque identique à celui de Jospin en 1995. Toutefois, alors que Jospin et le PS se trouvaient au centre d'un dispositif stratégique (d'alliances, d'orientation, etc.), qui allait déboucher sur « la gauche plurielle » deux ans plus tard, le PS sort de cette défaite profondément désorienté et dépourvu de perspectives lisibles. Une crise de « refondation » est en train de s'ouvrir, dont il est trop tôt de définir les contours précis. Toutefois, compte tenu du phénomène Bayrou (et au-delà du devenir politique propre du personnage et du parti qu'il vient de lancer) et de l'affaïssement de ses anciens partenaires de gauche (PCF, Verts), la tendance largement dominante de l'appareil sera celle d'un tournant vers le « centre », dans le sens d'une rencontre entre le social-libéralisme et le libéralisme-social qui se développe d'ailleurs au niveau européen.

La marginalisation de la gauche antilibérale lors de ces élections donne, naturellement, de l'espace pour une telle orientation. Sa politique auto-suicidaire, dont la fragmentation est à la fois le résultat et l'une des causes, qui a mené à cette marginalisation n'aura pas seulement des effets, qui se font

^{2/} Lors du référendum interne de novembre 2004, 42 % des membres du PS s'étaient prononcés contre le TCE.

déjà fortement sentir, « à gauche de la gauche ». C'est une donnée qui a pesé sur l'ensemble de la situation politique ; et donc de sa dynamique à venir.

Le bilan des résultats à gauche du PS

Au premier tour de la présidentielle, Olivier Besancenot (LCR) atteint 4,08 %, contre 4,25 % en 2002, Arlette Laguiller (LO) 1,33 % contre 5,72 %, Gérard Schivardi (PT) 0,34 % contre 0,45 % pour le candidat du PT en 2002. Les voix d'extrême gauche passent donc de 10,4 % à 5,75 %. Marie Georges Buffet (PCF), obtient 1,93 % contre 3,37 % pour le candidat du PCF en 2002 et José Bové 1,32 %^{3/}. Enfin, les Verts passent de 5,3 % à 1,57 %. Le constat est sans appel : par rapport à 2002, le recul des voix qui se sont portées à gauche du PS est considérable. Seul Olivier Besancenot tire son épingle du jeu (gagnant même 200 000 voix), sur la base d'une campagne qui a eu un écho réel et a vu venir à ses meetings des jeunes étudiants et salariés, dont c'était souvent la première expérience politique, et qui composent une partie significative de son électorat. Il existe deux façons de présenter ces résultats qui renvoient à des analyses différentes de la conjoncture.

La direction de la LCR ne se contente pas de se féliciter du bon résultat de son candidat, elle souligne sa portée quasi historique. Tout d'abord, dans l'évolution des rapports de force au sein de l'extrême gauche. Le cycle électo-

^{3/} José Bové est un ancien dirigeant de la Confédération paysanne et leader altermondialiste très médiatisé en France, José Bové était le candidat de militants des comités pour une candidature antilibérale unitaire qui ne se reconnaissait pas dans la candidature d'O. Besancenot et de M.-G. Buffet.

^{4/} Antoine Artous « Un décalage avec le mouvement réel », *Critique communiste* n° 173, été 2004 ; Stathis Kouvelakis « Un nouveau cycle politique », *Contretemps* n° 11, septembre 2004.

ral d'Arlette Laguiller est bien terminé, alors que celui d'Olivier Besancenot ne fait que commencer. Par ailleurs, toujours selon cette logique, un processus de décantation se serait opéré à gauche du PS. Certes, la LCR aurait mené une bataille pour l'unité de la gauche antilibérale. Mais les divergences étaient trop importantes avec des courants qui n'ont pas clairement affirmé leur indépendance vis-à-vis du PS. De surcroît, il faut bien constater que ces courants et militants « à gauche de la gauche » sont le produit de l'expérience passée, alors que la LCR, elle, grâce notamment à la candidature Olivier Besancenot, est en phase avec les nouvelles générations.

Notre analyse est différente. Le bilan est un échec pour l'ensemble de la gauche radicale eu égard aux enjeux politiques que représentait la nécessité d'une candidature unitaire antilibérale qui, de plus, était possible. Le faible résultat de l'ensemble des voix à gauche du PS renvoie principalement à l'absence d'une alternative unitaire crédible. Le « vote utile » pour Ségolène Royal, qui, selon les enquêtes, a touché près de la moitié de l'électorat de l'extrême gauche de 2002, traduit lui-même la perception du vote pour l'un(e) des multiples candidats de la gauche radicale comme un « vote inutile », étroitement identitaire ou protestataire, incapable de peser sur le rapport de forces d'ensemble et d'ouvrir une perspective de rupture à gauche. Car l'enjeu se situait bien à ce niveau, et c'est pourquoi l'abandon de la perspective unitaire équivalait à un abandon du terrain de l'alternative politique.

La LCR s'en sort certes nettement mieux que les autres, mais, justement, cela montre la place qu'elle occupe et les responsabilités particulières qui sont les siennes. Il semble difficile de considérer que le maintien d'Olivier Besancenot autour de 4 % des suffrages soit

un résultat à la hauteur des potentialités d'une période de mobilisations sociales et électorales exceptionnelles, parfois même victorieuses, et alors que, pour la première fois depuis des décennies, le social-libéralisme était ouvertement bousculé sur sa gauche par le « non » au référendum et, surtout, par la force de la campagne unitaire du « non » de gauche. Enfin, il est illusoire de croire qu'une nouvelle force politique va se construire essentiellement à partir de « jeunes » qui font leur première expérience, en contournant les courants politiques issus du cycle passé. La LCR, loin de là, n'est pas la seule responsable de ce bilan. Mais, compte tenu de sa place et du fait que nous en sommes des militants, nous nous contenterons de quelques remarques sur sa politique.

Retour en arrière

Pour éclairer ce qui s'est joué, il faut entrer plus en détail dans la période passée et souligner l'inflexion dans les coordonnées de la situation politique. Pour le dire un peu schématiquement, l'échec des luttes contre la réforme des retraites en 2003 (comme les effets des difficultés internationales du mouvement altermondialiste) annonce l'essoufflement de la « phase sociale » et « mouvementiste » du cycle antilibéral, dans laquelle le mouvement social semblait pouvoir se développer par l'effet de sa seule dynamique propre. S'annonce alors un « retour de la politique » qui s'exprime spectaculairement dans la poussée du PS aux élections régionales^{4/}.

Depuis 1995, la force de la LCR – et le succès de la candidature d'Olivier Besancenot en 2002 en était l'expression – résidait dans sa capacité à épouser l'aspect multiforme du mouvement social pour, en quelque sorte, se positionner comme son aile radicale. Toutefois,

l'échec de 2003 fait apparaître les limites d'un tel profil politique articulé autour de deux axes : une bataille pour les luttes et la préparation d'une grève générale et un discours propagandiste sur la nécessaire « rupture » avec le système capitaliste. Le contenu de l'accord et de la campagne LCR-LO lors des élections régionales de 2004 montre que la direction de la LCR a du mal à se repositionner par rapport aux déplacements des conflits sur le terrain politique. En effet, elle présente ces listes comme le seul vote de gauche utile au premier tour contre la droite. C'est une vision un peu hallucinée de la réalité : du point de vue du vote utile contre la droite, les électeurs ont choisi le PS. Mais, au second tour, la LCR n'appelle pas à voter pour le PS (ni même simplement à battre la droite).

La politique unitaire vis-à-vis de LO ne s'est pas poursuivie. Par contre, une certaine vision du champ politique à gauche du PS s'est de plus en plus clairement affirmée. Pour la direction de la LCR, tout se passe comme si l'ensemble des courants existant entre le PS et la LCR expriment, au mieux, un simple processus de décomposition politique sans avenir, au pire, un pont tendu vers le social-libéralisme. Il ne s'agit pas de nier la difficulté liée à l'absence de cristallisation nationale de courants significatifs, autonomes vis-à-vis du PS et/ou critiques vis-à-vis de la direction du PCF, mais la direction de la LCR a tendance à considérer tout processus allant dans ce sens comme un obstacle. Pour elle, au-delà des discours, tout se passe comme si la Ligue était la seule alternative politique au PS, capable de polariser directement autour d'elle les militants qui veulent s'engager dans la construction d'une nouvelle force politique.

C'est avec ce profil que la LCR s'engage dans la bataille contre le traité constitutionnel,

lors du référendum de mai 2005. Conformément à ses traditions (et contrairement à LO), elle est très active dans la campagne unitaire pour un « non de gauche ». Cela, naturellement, est important. Toutefois lorsque, au-delà de l'unité d'action réalisée sur le terrain, il s'agit de prendre la mesure des enjeux de la conjoncture ouverte par la victoire du non et les enjeux politiques ouverts pour la gauche radicale, alors des problèmes apparaissent à nouveau.

Le regroupement des partisans d'un « non de gauche » au TCE avait certes un aspect hétérogène : un courant de « gauche » du PS (PRS, dirigé par Jean-Luc Mélançon), la gauche des Verts, le PCF, la LCR, des courants et des personnalités à gauche du PCF, Attac, une personnalité comme José Bové, emblématique de l'altermondialisme... Mais il apparaissait comme l'expression d'une gauche radicale, se démarquant nettement du social-libéralisme du PS. C'est pourquoi s'y est reconnue une part très importante des militants critiques (syndicalistes, associatifs, altermondialistes...) qui avaient été des « animateurs » des mobilisations passées. Il en est résulté une innovation importante, un réseau de plusieurs centaines de comités unitaires, forts de dizaines de milliers de participants (dont une part importante sans affiliation partisane) et couvrant une large partie du territoire national. Ce réseau a permis, pour la première fois sans doute depuis les années 1970, de dépasser la fragmentation entre courants opposés et de poser concrètement la question d'une recomposition politique en rupture avec le social-libéralisme.

Naturellement, il fallait un contenu à cette unité et un projet qui permette de structurer politiquement ce début de recomposition sur le terrain militant. La question essentielle

était celle de l'indépendance vis-à-vis du PS : l'affirmation selon laquelle le candidat unitaire et les forces le soutenant ne participeraient ni à un gouvernement, ni à une majorité parlementaire avec le PS. Cette exigence était défendue (il faut le souligner) par tous les courants de la Ligue. Et dès septembre 2006, les collectifs (inclus le PCF) adoptèrent un premier texte allant clairement dans ce sens.

Il était possible d'améliorer ce texte. Surtout si la direction de la Ligue avait explicitement dit qu'elle serait d'accord pour un candidat unitaire si cette condition était remplie. Mais elle ne procéda jamais ainsi, multipliant les surenchères et refusant obstinément de prendre la mesure de l'acquis que constituait l'existence du réseau de comités unitaires. Faisant comme si les positions politiques prises par les comités n'existaient pas, s'abstenant de la bataille qui s'y est menée, elle a centré ses critiques sur l'orientation politique de la direction du PCF qui, effectivement, poussait dans le sens du maintien d'un accord possible avec le PS. Tout en ayant comme objectif (non déclaré) de présenter Marie-Georges Buffet comme candidate unitaire de la gauche anti-libérale.

Une candidature unitaire était possible

La politique de la direction de la LCR laissa alors de grandes marges de manœuvre à celle de la direction du PCF, surtout après l'annonce officielle de la candidature d'Olivier Besancenot (juin 2006), qui s'est traduite par le retrait *de facto* du processus des candidatures unitaires. La Ligue se trouva dans l'incapacité de peser dans la crise du PCF qui devenait de plus en plus ouverte, touchant même sa direction nationale et de nombreux élus, qui se sont déclarés pour une candidature unitaire et non pour celle de M.-G. Buffet ⁵. Il était illusoire

de croire que le PCF dans son ensemble allait se rallier à une candidature unitaire sur la base d'une claire indépendance vis-à-vis du PS. Par contre, il est apparu qu'une telle candidature était possible sur la base d'une crise ouverte du PCF, en regroupant une partie très importante de ses militants (et une partie de sa direction et de ses élus) et l'ensemble des autres composantes du mouvement ; à l'exception possible du courant « gauche » du PS, même si une telle candidature aurait un impact sur des militants socialistes. Compte tenu de sa place, la LCR avait ici un rôle clé à jouer. Notamment, au plan politique car il est évident que sa présence active au sein de ce mouvement unitaire était une garantie de son profil et de sa dynamique politique. Il n'en a rien été.

Reste à expliquer les raisons de cette orientation politique. Au-delà des jeux d'alliance entre divers courants internes de la LCR, deux questions décisives apparaissent. La première tient à l'analyse d'ensemble de la conjoncture et de la place de l'élection présidentielle. Manifestement, la direction de la LCR n'a pas compris les enjeux politiques qui s'y cristallisaient du point de vue de la condensation des rapports de forces entre les classes et, en conséquence, les enjeux que représentait une candidature unitaire de la gauche radicale. Et c'est d'ailleurs une constante de la LCR durant le cycle passé de sous-estimer les moments politiques de cristallisation des luttes des classes, au profit d'une approche essentiellement « sociale », « mouvementiste », (qui n'est en rien contradictoire à un propagandisme politique abstrait) de ces luttes. Cette sous-estimation de la dimension politique était étroitement

5/ Fin 2007, M.G. Buffet s'autoproclame candidate unitaire de la gauche antilibérale, des courants critiques du PCF et certains élus iront alors jusqu'au soutien de la candidature de José Bové, déclaré très peu de temps avant l'élection.

liée à une compréhension « statique » de la conjoncture récente, qui en sous-estimait les éléments de crise et d'instabilité. Cette vision « pessimiste » paraît aujourd'hui confortée par la victoire de Sarkozy (qui, comme nous l'avons suggéré auparavant, a su trancher à vif, et à droite, dans la crise), mais c'est au prix d'un véritable refoulement des potentialités de la période écoulée et des responsabilités de la gauche radicale dans une issue qui était, à notre sens, tout sauf inéluctable.

Les élections présidentielles ont ainsi été prises dans une vision « routinière », dont la fonction principale était de faire apparaître la LCR dans le champ politique, en s'appuyant sur la personnalité d'Olivier Besancenot et en gérant au mieux son capital électoral. Au demeurant, il est à présent clair que, dès le début, une partie non négligeable de la direction pensait qu'il fallait annoncer tout de suite sa candidature (mais cela aurait été minoritaire dans la LCR). Et cela – c'est la seconde question décisive – parce que, fondamentalement, sa direction estime que la LCR est la seule alternative politique à gauche du PS.

C'est pourquoi, d'ailleurs, dans la campagne pour les législatives, qui suivent la présidentielle et où la gauche radicale, sauf quelques exceptions, se présente de façon totalement éclatée, le LCR s'auto-affirme, face au PS, comme la représentante de la « gauche de combat ». Et, outre l'appel à la mobilisation et à l'unité qu'elle propose à l'ensemble de la gauche des syndicats contre les futurs mauvais coups de Sarkozy, elle s'adresse aux jeunes étudiants et travailleurs qui ont voté pour Olivier Besancenot afin de construire une nouvelle force anticapitaliste, dont elle serait le creuset. Cela au moment où le PS annonce qu'il va s'engager dans une refondation, en s'ouvrant vers le centre, renforçant ainsi le

besoin d'une alternative de la gauche radicale qui, à moins d'avoir une vision déformée de la réalité, ne peut se cristalliser autour de la seule LCR... Mais ici commence une autre histoire et d'autres débats...

Le 1^{er} juin 2007

Daniel Bensaïd et Pierre Rousset

Un étrange bilan

L'article d'Antoine Artous et Stathis Kouvélikis, publié dans *Viento Sur*, est consacré en fait, pour l'essentiel, à expliquer que la politique décidée par la majorité de la LCR a non seulement gâché des potentialités importantes, mais est de ce fait responsable de la victoire écrasante de Sarkozy. Il est rare de lire une analyse aussi subjectiviste : comment une petite organisation comme la LCR pourrait-elle transformer un boulevard en ruelle ? Après les élections législatives, la gauche dans son ensemble est à un niveau historiquement bas, et une telle débâcle doit s'analyser avec autrement plus de sérieux. La raison pour laquelle nos camarades se sont laissés aller à des analyses aussi approximatives est très probablement liée à ce qu'ils devraient, sinon, revenir sur la stupéfiante surestimation des potentialités après le succès du non au référendum. Nul doute pourtant que, les faits étant têtus, un bilan plus lucide finira par s'imposer. Le présent texte a pour seul objectif de raccourcir ce délai, et de contribuer à clarifier les choses pour un public étranger.

Il est peut-être lassant – d'autant qu'il y a bien d'autres urgences et priorités – de revenir sur une discussion qui a déjà fait l'objet d'innombrables textes, discussions, tribunes de presse, sans que les termes du débat aient

évolué le moins du monde par la prise en compte du déroulement même et des résultats de la campagne ^{6/}. Mais, comme l'article des camarades est appelé à circuler dans les réseaux du Projet K, il semble utile d'apporter à nouveau quelques précisions.

La première partie de l'article ne pose pas, avec le peu de recul dont nous disposons, de problèmes majeurs :

1. « *Les résultats de l'élection présidentielle en France marquent un tournant politique majeur [...] qui « clôt le cycle politique antilibéral qui marquait la vie politique et sociale depuis 1994-1995.* »

C'est en effet un tournant politique majeur à plusieurs titres :

● Nicolas Sarkozy est clairement mandaté par le Medef pour appliquer le programme de « refondation sociale » exigé par Seillière depuis 1999. Ce n'est pas une question proprement nationale, mais une exigence européenne incluse dans l'agenda de Lisbonne, confirmée par le sommet de Barcelone, transcrite en matière de politiques de formation et d'éducation par la réunion de Bologne. Il suffit de lire la presse économique pour comprendre que l'objectif déclaré de la bourgeoisie industrielle et financière est d'en finir avec les « rigidités sociales » qui font encore obstacle à la concurrence non faussée, notamment en Allemagne et en France. En Allemagne, le problème est en passe d'être résolu avec l'Agenda 2010 mis en route par Schröder et énergiquement appliqué par la coalition autour de Merkel. En

^{6/} Nous renvoyons à ce propos aux multiples déclarations d'Olivier Besancenot pendant la campagne, aux textes de Pierre Rousset sur le Bovéthon et à sa polémique avec Pierre Khalfa, aux textes de Samy Johsua, à la correspondance de Daniel Bensaïd avec Michel Husson, et aux tribunes dans *Libération*, au texte bilan de François Duval, etc. – Tous ces textes se trouvent sur le site d'ESSF.

France, les résistances ont jusqu'à présent entravé ou retardé les réformes programmées. Ce n'est pas en raison de l'intransigeance, voire des nostalgies « lutte de classe », des dirigeants socialistes, comme le rabâchent les modernisateurs en tous genres, mais du fait des résistances sociales répétées (1995, 1997, 2003, le Non au référendum, le soulèvement contre le CPE). La nette victoire de Sarkozy ouvre la voie à une accélération de ces réformes et à un alignement de la situation française sur les rapports de forces sociaux européens.

● Cette normalisation de la singularité (plutôt que de « l'exception » française) concerne l'avenir de la gauche. Le Parti socialiste n'a plus de réserves électorales ni d'allié de poids à sa gauche. Une majorité de ses dirigeants (encouragés par leurs alliés européens, comme par une partie significative des médias nationaux – *Nouvel Observateur*, *Marianne*, *Libération*) se prépare à tirer prétexte de la défaite pour parachever sa mue blairiste et son alignement sur le social-libéralisme de centre gauche à la Prodi. S'il se heurte encore à des contradictions au sein de son propre appareil et à des rivalités de leadership, le processus semble désormais d'autant plus inéluctable que les forces de résistance à ce cours interne au PS sont faibles et sans véritable projet réformiste alternatif (qui les obligerait, entre autre, à remettre en cause le cadre actuel de construction de l'Union européenne).

● Le résultat de l'élection législative et présidentielle confirme la logique des réformes institutionnelles (quinquennat et inversion du calendrier) auxquelles a activement collaboré le gouvernement Jospin. Toute la vie politique s'organise plus que jamais autour de l'élection présidentielle, avec pour effet le chantage permanent au vote utile, qui escamote le premier

tour et la confrontation sur le fond programmatique. Avec à la clef aussi une bipolarisation renforcée que va illustrer la présence de deux groupes parlementaires seulement (ou deux groupes et demi avec le nouveau centre) à l'Assemblée nationale.

● Ce qu'il est convenu d'appeler « la gauche antilibérale » (nous reviendrons sur les ambiguïtés de cette appellation au singulier) voit aussi une page se tourner. Non du seul fait franco-français de l'échec du projet de candidature unitaire, mais pour des raisons plus profondes et plus générales. Qu'il suffise de rappeler que deux des piliers fondateurs du « mouvement alter » – le PT brésilien et les mouvements qui lui sont organiquement associés, d'une part, *Rifundazione Comunista*, de l'autre – dirigent aujourd'hui ou participent activement à des gouvernements de centre gauche (dans le meilleur des cas), menant des politiques ouvertement social-libérales. Cette évolution en moins de six ans est lourde de conséquences. Le problème ne se réduit pas à la brutalité de ces conversions (particulièrement spectaculaire dans le cas de *Rifundazione Comunista*). Le peu de résistances qu'elles ont rencontré au sein de ces partis doit retenir l'attention et sur les limites des rhétoriques antilibérales et sur la résignation profonde qu'elles masquaient en partie. Ajoutons, parmi les symptômes de cette inflexion (c'est plus prudent que la « fin du cycle » actée par AA et SK), la crise du SSP écossais.

La situation restant instable, il y a aussi les bonnes nouvelles relatives comme la percée du SP hollandais ou du Linkspartei lors des élections du Land de Brême. Mais il est bien trop tôt pour en déduire une tendance générale, d'autant que l'émergence de différentes formations, de Respect en Angleterre au Bloc des gauches portugais, en passant par

l'ODP de Turquie, traduit une crise générale de la gauche, chaque cas est marqué par de fortes spécificités nationales et l'ensemble du phénomène reste politiquement fort hétérogène. S'il existe un « espace » à la gauche de la gauche traditionnelle, du fait de l'effondrement de la plupart des PC et de la conversion libérale de la social-démocratie, cet espace reste fragile et instable, soumis à un jeu de forces qui le dépassent. Les difficultés et l'avenir incertain de la gauche anticapitaliste européenne que nous nous sommes efforcés de mettre sur pied le montre bien avec les situations italienne et écossaise.

Il est donc exact de dire que les conditions sont désormais réunies d'une offensive brutale de la droite sous la forme d'un présidentielisme autoritaire à forte dimension populiste. Précisons toutefois que Sarkozy jouera, comme il l'a fait pendant la campagne, de la segmentation du marché du travail et des contradictions entre les victimes de la politique libérale : accès sélectif à la propriété, concurrence sur le marché du travail, division entre ceux qui veulent travailler plus en croyant gagner plus et ceux qui résistent (les Kronenbourg). Le « dialogue social » annoncé entend jouer sur ces différenciations, et l'on peut imaginer que le gouvernement trouvera certains partenaires syndicaux ou de « la société civile » pour jouer ce jeu (y compris celui de l'évolution vers un marché de l'éducation sous prétexte d'autonomie des universités). Souligner ces possibilités au lieu de se contenter de brandir l'épouvantail Sarkozy et de miser sur la peur qu'il inspire est donc important. Une politique réduite au « Tout sauf Sarkozy », qui ferait écho au « Tout sauf Berlusconi », peut servir de bonne conscience minimale provi-

soire à une gauche en désarroi, mais elle ne définit pas les éléments d'une véritable politique de résistance et d'alternative.

2. *« La rupture est donc importante. Pour autant peut-on dire comme on l'entend souvent, et pas seulement dans les médias, que le succès de Sarkozy est le simple reflet d'une droitisation de la société française ? » Les camarades répondent négativement à la question qu'ils posent.*

Rien n'étant simple en ce bas monde, il ne s'agit pas en effet d'un simple reflet. La politique a ses raisons et son efficace propre. Comme le disent AA et SK, Sarkozy ne se contentera pas de traduire une droitisation préexistante, mais il est « bien placé pour la faire advenir et l'inscrire durablement dans la société française ». Autrement dit, des batailles décisives seraient encore devant nous. Les camarades citent d'ailleurs le précédent de Thatcher, dont la victoire électorale en 1979 a précédé la grande défaite sociale de la grève des mineurs de 1985. Nous sommes d'accord sur un point : la légitimité de Sarkozy est plus fragile que l'arithmétique électorale ne le donne à penser. Bien des problèmes cruciaux sont irrésolus, et l'instabilité demeure : budgétairement son programme est incohérent ; les résistances sociales sont significatives (comme l'ont montré les luttes de ces dernières années y compris pendant la campagne électorale) ; la crise européenne est loin d'être dénouée (car elle a des raisons bien plus profondes que le non référendaire français ou hollandais) ; enfin, l'avancée vers le présidentielisme et le bipartisme reste minée de contradictions. Il ne s'agit pas en effet d'un présidentielisme à l'américaine, mais d'une forme originale coulée dans la tradition bonapartiste française, où, comme l'écrivent juste-

ment les camarades, le président entend jouer le rôle d'un « super Premier ministre ». À ses risques et périls (voir à ce sujet la récente tribune de Paul Allières dans *L'Humanité*).

Il est donc juste de dire que la victoire de Sarkozy n'est pas la fin de l'histoire, ou le point d'orgue d'une défaite déjà consommée. Elle n'en a pas moins été rendue possible par une accumulation de défaites au cours des vingt-cinq dernières années, que la victoire du Non au référendum et la victoire sur le CPE sont bien loin d'effacer ou de contrebalancer. François Duval en a bien résumé les effets dans sa contribution ^{7/} : les contre-réformes libérales, l'individualisation des salaires et de la protection sociale, la flexibilité, le chômage de longue durée, la destruction méthodique des solidarités, l'installation de la précarité ont bel et bien atomisé partiellement le salariat, affaibli les rapports de forces, érodé la conscience de classe au profit de la concurrence de tous contre tous (et toutes). Le type de luttes et leurs maigres résultats, le très faible niveau d'organisation syndicale (sans précédent depuis le début des années trente), les effectifs et l'activité des partis en sont autant d'indicateurs qu'on ne saurait prendre à la légère.

La victoire de Sarkozy vient donc de loin et ne peut se ramener aux soubresauts d'une campagne. Était-elle pour autant inévitable ?

Non ! L'espace politique n'était pas fermé. Le succès inattendu de Bayrou en témoigne ! (même si ce succès fut, inévitablement, éphémère). La victoire de Sarkozy est le résultat d'une bataille qu'il a gagnée – et que le Parti socialiste a perdue. Début 2006, la droite était profondément divisée, l'électorat semblait prêt à sortir une nouvelle fois les sortants tant le rejet des politiques néolibérales était (et d'ailleurs reste) profond, le PS croyait sa victoire acquise après ses succès aux régionales et aux

^{7/} Voir François Duval : *Quelques remarques post 6 mai 2007*.

européennes de 2004. Ce qui était mal perçu à l'époque, c'était l'ampleur que prendrait la participation électorale et à quel point ce taux très élevé de participation allait « ouvrir » la compétition : il ne suffisait plus d'attendre que l'adversaire perde l'élection (en misant avant tout sur les votes de rejet), il fallait emporter l'adhésion de l'électorat. À ce niveau – la victoire de la droite à la présidentielle –, c'est la responsabilité du PS qui est engagée. La gauche radicale n'avait pas les moyens d'opposer à Sarkozy une alternative électoralement crédible ; pas plus qu'elle ne peut faire le travail du Parti socialiste à sa place.

Pourquoi le PS n'a-t-il pas su faire à gauche ce que Sarkozy a fait à droite : incarner une alternative (ou du moins sembler en incarner une) à l'heure où il n'était plus suffisant de présenter une alternance ? la réponse est qu'il ne l'a pas fait parce qu'il ne le peut plus depuis longtemps. Il ne s'agit en effet pas de « gau-chir » un discours le temps d'une élection. Pour redevenir crédible électoralement, une alternative de gauche doit s'éprouver, se forger, des années durant dans les luttes sociales, sociétales, démocratiques et politiques. Vu ce qu'il est devenu socialement, le PS en est incapable. En ce sens, il est beaucoup plus proche des autres composantes de la social-démocratie (social-libérale) européenne que ne le prétendent la plupart des « politologues » en vogue. En ce sens aussi, la victoire de Sarkozy s'inscrit logiquement comme la conséquence présente des abandons historiques du PS. Mais non, le PS n'évolue pas « malgré lui », par la faute de la gauche radicale et de ses divisions, vers le centre. Il n'est pas un parti irresponsable, navire sans ancre voguant au gré des vents contraires. Même avec une gauche radicale plus puissante et plus unie, il aurait été incapable d'incarner une alternative de gauche (et

pas seulement une alternance à gauche – ou plutôt au centre gauche).

À force de vouloir mettre en cause les « diviseurs » à la gauche de la gauche, les critiques de la LCR en oublient de rendre à César ce qui est à César et au PS ses responsabilités. Ils restent aussi fort discrets sur le rôle des principales directions syndicales en 2005-2006. Or, les rapports de forces de la présidentielle se sont aussi joués sur le terrain des luttes sociales. La victoire du non au projet de Constitution européenne avait ouvert une brèche et donné une impulsion politique. Nous étions nombreux alors (c'était notamment un leitmotiv de la LCR) à savoir que la question qui se posait alors était : est-ce que les mobilisations sociales vont prendre le relais et élargir cette brèche, renforcer cette dynamique.

La réponse est venue à l'automne 2005 : le relais n'a pas été saisi. La responsabilité des directions des grandes confédérations est ici directement engagée : elles n'ont rien fait pour utiliser la dynamique du « non de gauche » pour reprendre l'initiative sociale. À ce niveau, à nouveau, ni de petites organisations politiques comme la LCR ni les syndicats « minoritaires » ne pouvaient palier aux abandons des directions syndicales « majoritaires ». Si l'on discute de ce qui aurait permis d'éviter l'élection de Sarkozy, ce qui pouvait jouer dans la création du meilleur rapport des forces possible, la mobilisation sociale était un facteur clé.

Il est juste de combattre le défaitisme ou l'ultra-pessimisme en insistant sur les contradictions irrésolues et les luttes qu'elles peuvent susciter. Mais on aurait tort de sous-estimer les défaites subies pour justifier les envolées lyriques sur « le score à deux chiffres » ou « la gagne possible », à la seule condition que se produise une cristallisation poli-

tique autour d'une gauche antilibérale unitaire. Dans une réponse à Samy Johsua, Pierre Khalfa explicite et maintient cette invraisemblable logique en dépit des résultats de la présidentielle (et des législatives !) : « Tout prouvait que nous pouvions être dominants, pour commencer à gauche, et peut-être dans la société. » La formule pose bien des problèmes : ● « Nous pouvions... ». Nous, qui ? La gauche antilibérale ? C'est attribuer à cette gauche une unité et une homogénéité que rien ne permet de confirmer. Le non antilibéral au référendum se décompose en plusieurs orientations possibles : celle des socialistes du « non » synthétisables dans le ségolénisme (de Fabius à Montebourg en passant par Emmanuelli), celle du Parti communiste pour une seule gauche rassemblée infléchie légèrement à gauche, celle de la gauche des Verts qui souscrivent au pacte de Nicolas Hulot sur une écologie au-delà des classes et du clivage gauche-droite. L'espace de la gauche de la gauche est bien un champ de forces en dispute. Il n'y a pas une mais des gauches antilibérales.

● « [...] Être dominants ». Politiquement ? Électoralement ? Politiquement, dans la situation sociale et les rapports de forces mondiaux réellement existants, c'est prendre ses désirs pour la réalité, ou, plus probablement hélas, la réalité pour ses désirs. Électoralement, c'est une illusion « électoraliste » pure et simple. Ou bien les camarades qui ont défendu (et défendent encore) cette idée ont perdu la tête, ou bien ils ont voulu faire croire à « la gagne », sans y croire eux-mêmes, et c'est irresponsable.

● « Être dominants à gauche... » Sur quelle orientation politique ? Avec quelles alliances ? S'il en fallait confirmation, les indices se sont multipliés pendant la précampagne, et malgré l'impact du non de gauche, montrant qu'un antilibéralisme conséquent (jusqu'à s'attaquer,

au-delà de la répartition des richesses, au régime de propriété, car l'un ne va pas sans l'autre) était loin d'être dominant : le congrès du Mans, l'intronisation triomphale de Ségolène, les municipales de Bordeaux, la crise d'Attac. Dans ces conditions, il est peu probable que les sociaux libéraux se rallient à l'antilibéralisme, et infiniment plus probable qu'une partie des antilibéraux se rallie au social libéralisme. Les prochaines municipales ne manqueront pas de le vérifier en répétant très probablement à grande échelle le modèle Bordeaux. Autrement dit : si les dominants ne viennent pas à eux, bien des antilibéraux iront aux dominants...

3. *[Pour le PS] « une crise de refondation est en train de s'ouvrir dont il est trop tôt pour définir les contours précis. Toutefois, compte tenu du phénomène Bayrou et de l'affaïssement des anciens partenaires de gauche (PCF, Verts), la tendance largement dominante de l'appareil sera celle d'un tournant vers le centre dans le sens d'une rencontre entre le social-libéralisme et le libéralisme social qui se développe au niveau européen ».*

C'est bien sûr la tendance dominante. Sa principale difficulté tient désormais aux rivalités internes et aux disputes de leadership au sein des équipes dirigeantes socialistes. Mais cette évolution est en marche depuis de longues années (rappelons-nous la deuxième gauche, le big bang de Rocard, etc.), de même que l'affaïssement du PC. À lire les camarades, un des facteurs (sinon le principal) qui en précipite le dénouement probable, c'est « la marginalisation de la gauche antilibérale lors de ces élections qui donne naturellement de l'espace pour une telle orientation ». Le facteur explicatif – la marginalisation de la gauche antilibérale – n'explique pourtant rien, s'il

n'est lui-même expliqué politiquement et non pas ramené à une énigmatique pulsion suicidaire (« autosuicidaire », renchérissent les camarades AA et SK qui ne lésinent pas sur le pléonasme pour mieux souligner la gravité de l'acte).

Et si le rapport de causalité était inverse : si le cumul des défaites sociales passées, la synthèse du PS autour de Ségolène, la débâcle du PC, avaient renforcé la pression de la gauche social-libérale sur les gauches antilibérales, comme l'ont illustré de manière prévisible les tractations PC-PS sur les législatives, et, de manière moins prévisible, la mission royale précipitamment acceptée par José Bové, sans même attendre le verdict du second tour ? Que la fragmentation de la « gauche de gauche » lève un obstacle de plus à la refondation social-libérale du PS, c'est un fait, mais un fait à inscrire dans un jeu d'interactions et de rétroactions qui ne commence pas avec l'épopée des collectifs unitaires. S'il s'agit de faire contrepoids à la dérive social-libérale (et bien que cette vocation de contrôleur des poids et mesure soit peu enthousiasmante), l'addition des forces ne suffit pas. Il y faut une alternative politique incluant programme, alliances et fonctionnement démocratique. C'est sur ces points que « la gauche antilibérale » s'est divisée, et non par pulsion de mort.

4. *« Les résultats à gauche du PS » : « La LCR, loin de là, n'est pas la seule responsable de ce bilan, mais compte tenu de sa place et du fait que nous en sommes des militants, nous nous contenterons de quelques remarques sur sa politique. »*

La LCR n'est donc pas « la seule responsable » ? Cette formule de politesse est bien la moindre que l'on puisse attendre de la part de deux de ses militants. Mais, écrivant en

priorité sur ce qu'ils sont censés connaître, ils se « contenteront » de quelques remarques sur la politique de la LCR. Les lecteurs (étrangers, rappelons-le) de leur article devront donc s'en contenter avec eux. Curieuse manière soliloquante d'aborder un bilan politique. Si la politique est un jeu constant d'interactions à plusieurs acteurs, comment tirer le bilan des uns sans prendre en compte les initiatives, les marches et contre-marches des autres ? Mystère. Réduire le bilan d'une campagne à multiples acteurs à un « solo funèbre » de la Ligue permet de lui attribuer des responsabilités exclusives, donc accablantes. Reprenons donc, en le suivant pas à pas, le bilan à sens unique tiré par les camarades.

● « Seul Olivier Besancenot tire son épingle du jeu (gagnant même 200 000 voix), sur la base d'une campagne qui a eu un écho réel et a vu venir à ses meetings des jeunes étudiants et salariés, dont c'était souvent la première expérience politique, et qui composent une partie significative de son électorat. » Olivier a en effet « tiré son épingle du jeu », c'est la formule consacrée des médias. Mais pourquoi ? La différence, comparativement à la mauvaise campagne de Buffet et à celle désastreuse de Bové, tient-elle au look, au bagout, à l'âge du capitaine ? Ou bien a-t-elle un quelconque rapport avec le contenu d'une campagne construite autour de l'urgence sociale et de l'indépendance intransigeante envers le PS ? Les camarades se contentent, sans aborder le sujet, d'enregistrer les résultats comptables (affluence aux meetings et résultat électoral – minoré de 100 000 voix, puisqu'Olivier a recueilli malgré l'énorme pression du « vote futile » 300 000, et non 200 000 voix de plus qu'en 2002). Ce qu'il importe de souligner, c'est qu'il ne s'agit plus tout à fait du même électorat (la moitié environ des électeurs de 2002 n'ont pas revoté

pour lui), mais d'un électorat nettement plus populaire et ouvrier (attesté par la répartition géographique des scores), et jeune (50 % des électeurs ont moins de 35 ans et 28 % moins de 25 ans). C'est une différence majeure par rapport aux électorats vieillissants du PC et de LO ^{8/}.

● À partir du résultat brut, les camarades relèvent « deux façons de présenter ces résultats qui renvoient à des analyses différentes de la conjoncture ». La première, celle de la direction de la LCR « ne se contente pas de se féliciter du bon résultat de son candidat, elle souligne sa portée quasi historique. Tout d'abord, dans l'évolution des rapports de force au sein de l'extrême gauche. Le cycle électoral d'Arlette Laguiller est bien terminé, alors que celui d'Olivier Besancenot ne fait que commencer. Par ailleurs, toujours selon cette logique, un processus de décantation se serait opéré à gauche du PS. Certes, la LCR aurait mené une bataille pour l'unité de la gauche antilibérale. Mais les divergences étaient trop importantes avec des courants qui n'ont pas clairement affirmé leur indépendance vis-à-vis du PS. De surcroît, il faut bien constater que ces courants et militants « à gauche de la gauche » sont le produit de l'expérience passée, alors que la LCR, elle, grâce notamment à la candidature Olivier Besancenot, est en phase avec les nouvelles générations. »

Le moins que l'on puisse dire c'est que le résumé et l'interprétation des arrière-pensées de la direction de la LCR est des plus libres. Mieux vaudrait lui demander ce qu'elle pense vraiment en s'appuyant sur des faits et des textes. La Ligue a bien résisté dans un contexte

^{8/} Pour plus de détail, y compris sur le vote des syndiqués, voir le bilan dans *Rouge – sur ESSF; Présidentielle, les résultats de la LCR et Les résultats de la LCR: en progrès, doit poursuivre ses efforts.*

de défaite générale de la gauche et d'effondrement du PC et des Verts. C'est bien. C'est intéressant. Il y a quelques précieuses leçons à en tirer pour l'avenir. Mais il n'y a ni de quoi triompher, ni de quoi y voir un résultat « de portée historique » (à moins d'entendre par histoire la toute petite: le fait, par exemple, non négligeable en soi, qu'Olivier devance Buffet parmi les cégétistes – ce qui aurait été considéré, il y a vingt ans encore, comme un événement historique). En revanche, qu'il y ait un effet générationnel Besancenot est un fait constatable. Cela ne veut pas dire qu'il y ait un « cycle Besancenot », après un cycle Arlette. Nous n'avons pas l'habitude d'indexer les cycles de la lutte des classes sur l'âge des individus, et si l'apparition d'une nouvelle génération militante est vitale, elle ne signifie pas que l'expérience des anciens soit devenue superflue, au contraire notre capacité à lier des expériences générationnelles différentes devrait être pour la Ligue un objectif conscient et un atout pour l'avenir.

● Que « les divergences étaient trop importantes avec des courants qui n'ont pas clairement affirmé leur indépendance vis-à-vis du PS », cela nous l'assumons tout à fait au vu de la campagne. On nous a dit et répété que la question était prématurée et qu'il serait temps de la poser après la présidentielle. On nous a aussi répété qu'elle était résolue par les formulations diplomatiques rejetant la participation à un gouvernement « sous hégémonie social-libérale ». Alors que l'on connaissait la candidate socialiste et son programme, il eut été plus simple et plus clair de rejeter explicitement toute coalition parlementaire ou gouvernementale autour d'une telle candidate et d'un tel programme. Puisque c'était la condition posée par la Ligue, s'il n'y avait réellement aucune divergence à ce sujet, mais seu-

lement des méfiances injustifiées ou des confusions de formulation, il aurait dû être facile de la satisfaire. On a pu vérifier, au contraire, que l'ambiguïté délibérément entretenue par le PC pour ménager ses futures négociations avec le PS s'est confirmée tout au long de la campagne, par l'appel répété au rassemblement de toute la gauche, par l'engagement anticipé au désistement (qui contribuait à rendre effectivement inutile le vote du premier tour), par l'orientation de rééquilibrage d'une nouvelle gauche plurielle. Elle s'est aussi vérifiée, de façon plus inattendue, par l'attitude de José Bové entre les deux tours.

● « *Notre analyse est différente. Le bilan est un échec pour l'ensemble de la gauche unitaire antilibérale radicale eu égard aux enjeux politiques que représentait la nécessité d'une candidature qui, de plus, était possible. Le faible résultat de l'ensemble des voix à gauche du PS renvoie principalement à l'absence d'une alternative unitaire crédible. Le « vote utile » pour Ségolène Royal, qui, selon les enquêtes, a touché près de la moitié de l'électorat de l'extrême gauche de 2002, traduit lui-même la perception du vote pour l'un(e) des multiples candidats de la gauche radicale comme un « vote inutile », étroitement identitaire ou protestataire, incapable de peser sur le rapport de forces d'ensemble et d'ouvrir une perspective de rupture à gauche. Car l'enjeu se situait bien à ce niveau, et c'est pourquoi l'abandon de la perspective unitaire équivalait à un abandon du terrain de l'alternative politique.* »

La confrontation entre les deux positions est d'autant plus aisée que la seconde s'oppose à une première – celle de la direction – largement imaginaire et taillée sur mesure pour les besoins de l'argumentation. L'échec (d'une candidature unitaire déclarée souhaitable par 80 % de l'organisation lors de la CN de

juin 2006)... est un échec. C'est tautologiquement imparable. D'autant plus, selon les camarades, que le nécessaire était possible. Or, c'est tout le problème : ce qui distingue une possibilité abstraite d'une possibilité déterminée ! Comme les camarades refusent de prendre en considération les raisons pour lesquelles ce fut concrètement impossible, et ne veulent y voir que mauvais prétexte, l'impossibilité ne peut renvoyer selon eux qu'aux pulsions suicidaires irrationnelles ou au sectarisme conservateur de la Ligue (puisque tous les autres ont participé au vote biaisé dans les collectifs). Tout découle dès lors de « l'absence d'une alternative unitaire crédible » : la force du vote utile, et la défaite de la gauche. Rien que ça ! La mauvaise volonté de la Ligue aurait pesé plus que toutes les défaites sociales accumulées depuis 1983, plus que 25 ans de droitisation du PS, plus que la décomposition du PC enseveli sous les gravats du Mur de Berlin. Que le célèbre « facteur subjectif » – ou le facteur tout court – ait sa part dans la détermination d'une situation, cela va de soi. Qu'il soit à ce point déterminant tourne au subjectivisme forcené.

● « L'abandon de la perspective unitaire équivalait à un abandon du terrain de l'alternative politique » ? On peut essayer de définir ce qu'est une politique alternative, mais un terrain de l'alternative ? Qu'il suffirait d'occuper au lieu de l'abandonner ? Mais sur quelle orientation ? Avec quels alliés ? Pour quoi faire ? On y revient : la perspective unitaire a-t-elle été abandonnée, comme on quitte un champ en friche, ou bien a-t-elle explosé en raison de divergences réelles ? La dynamique unitaire ne tient pas à la simple addition de (petits) capitaux électoraux, mais de l'orientation qui la porte. On sait de longue date (depuis Lénine au moins) que la politique ne relève pas de l'arith-

métique, mais de l'algèbre. Ceux qui se contentent d'additionner les scores des candidatures antilibérales veulent l'ignorer. Même si elle avait été possible, la candidature unitaire souhaitable n'aurait pas été une candidature « à deux chiffres ». Sur une base politique solide et clairement indépendante du PS, elle aurait peut-être pu atteindre un résultat supérieur à 5 ou 7 %, mais certainement pas la somme Besancenot + Buffet + Bové. Et si ce gain réel mais modeste, avait volé en éclats dès le soir du premier tour, comme l'attitude des uns et des autres en confirme la probabilité, il aurait coûté un prix exorbitant : la démoralisation aurait été bien plus importante que le gain électoral.

● *« La LCR s'en sort certes nettement mieux que les autres, mais, justement, cela montre la place qu'elle occupe et les responsabilités particulières qui sont les siennes. Il semble difficile de considérer que le maintien d'Olivier Besancenot autour de 4 % des suffrages soit un résultat à la hauteur des potentialités d'une période de mobilisations sociales et électorales exceptionnelles, parfois même victorieuses, et alors que, pour la première fois depuis des décennies, le social-libéralisme était ouvertement bousculé sur sa gauche par le < non > au référendum et, surtout, par la force de la campagne unitaire du < non > de gauche. Enfin, il est illusoire de croire qu'une nouvelle force politique va se construire essentiellement à partir de < jeunes > qui font leur première expérience, en contournant les courants politiques issus du cycle passé. La LCR, loin de là, n'est pas la seule responsable de ce bilan. Mais, compte tenu de sa place et du fait que nous en sommes des militants, nous nous contenterons de quelques remarques sur sa politique ».*

Avant de voir comment nous pouvons exercer au mieux « les responsabilités particu-

lières » qui sont les nôtres, il serait utile d'examiner pourquoi et comment nous les avons acquises. Il existe probablement un rapport entre les deux. On peut s'interroger indéfiniment sur le fait de savoir si les 1 500 000 voix d'Olivier sont à la hauteur des « potentialités ». Tout dépend de la manière dont on détermine les potentialités concrètes, et non les potentialités spéculatives, d'une situation donnée. Il semble qu'existe une nuance – au moins – sur ce point, en particulier sur la façon d'indexer directement le niveau des potentialités sur le résultat du Non de gauche. Le Non l'a emporté, et dans le Non, le Non de gauche a pris le dessus sur le Non de droite. C'était, dans les circonstances, une grande victoire. Dont il faut cependant nuancer la portée. D'abord, un référendum n'est pas une élection sur un programme pour gouverner le pays. Ensuite, le Non l'a emporté, mais on aurait tort d'oublier la part du non de droite dans cette victoire. Enfin et surtout, il importe de se demander pourquoi le clivage du non a été si vite et si facilement effacé, dans le PS d'abord, dès le congrès du Mans, et escamoté ensuite de la campagne présidentielle, au point d'apparaître résiduel dans les motivations de vote.

● En revanche, on peut être d'accord pour considérer « illusoire de croire qu'une nouvelle force politique va se construire essentiellement à partir des jeunes qui font leur première expérience ». À condition toutefois de souligner l'adverbe « essentiellement », et d'ajouter qu'il serait encore plus illusoire de croire qu'elle puisse se construire essentiellement à partir des vieux soixante-huitards qui font leur dernière expérience. Ce qu'a permis la campagne d'Olivier c'est d'intéresser à la politique une couche non négligeable de jeunes. C'est une différence importante par rapport au PC ou à LO. Et c'est une condition,

certes insuffisante, mais nécessaire à la construction d'une nouvelle force politique.

● « *Retour en arrière. Pour le dire un peu schématiquement, l'échec des luttes contre la réforme des retraites en 2003 (comme les effets des difficultés internationales du mouvement altermondialiste) annonce l'essoufflement de la <phase sociale> et <mouvementiste> du cycle antilibéral, dans laquelle le mouvement social semblait pouvoir se développer par l'effet de sa seule dynamique propre. S'annonce alors un <retour de la politique> qui s'exprime spectaculairement dans la poussée du PS aux élections régionales* 9/ . »

L'idée de l'autosuffisance du mouvement social et l'utopie antipolitique ont du plomb dans l'aile. Certains camarades (comme Francis Sittel) ont contesté la formule du « retour de la question stratégique ». Il ne s'agit certes pas du retour à l'identique au débat stratégique des années soixante-dix. Nous ne discutons pas de l'émergence immédiate de situations de double pouvoir comme on pouvait le faire à propos du Chili ou du Portugal. Mais la question de l'articulation entre mouvement social et débouché politique est à nouveau d'actualité, et le débouché politique doit être en rapport avec une perspective à plus long terme ou avec une hypothèse stratégique.

Faute d'avoir traité sérieusement la question, une organisation comme Rifundazione peut concilier une rhétorique radicale dans le mouvement social, et un opportunisme électoral et politique sans rivage. La question politique est donc bel et bien de retour, en Amérique latine comme dans certains pays européens. Mais il y a des manières opposées d'y

9/ Antoine Artous « Un décalage avec le mouvement réel », *Critique communiste* n° 173, été 2004; Stathis Kouvelakis « Un nouveau cycle politique », *Contretemps* n° 11, septembre 2004.

répondre, y compris au sein de la gauche radicale. Et c'est ce qui était en jeu dans les campagnes électorales et dans le débat sur les candidatures unitaires.

Les camarades estiment que le succès relatif de la candidature Besancenot en 2002 « résidait dans sa capacité à épouser l'aspect multiforme du mouvement social pour, en quelque sorte, se positionner comme son aile radicale ». La Ligue aurait ainsi surfé sur la vague de la remobilisation sociale, alors que « l'accord et la campagne LCR et LO, lors des élections régionales de 2004, montre que la direction de la LCR a du mal à se repositionner par rapport aux déplacements des conflits sur le terrain politique ». Autrement dit, il se serait agi d'un accord à contretemps. Nous avons essayé de prolonger et d'élargir l'espace ouvert en 2002, c'est vrai. À tort? À raison? On en discutera longtemps. Mais si le « retour de la question politique » marquait un tournant – « l'essoufflement de la phase sociale et mouvementiste du cycle antilibéral », comme l'écrivent AA et SK –, alors il marque aussi l'essoufflement d'une gauche antilibérale nébuleuse qui a accompagné cette phase mouvementiste sans se doter d'une orientation stratégique à plus long terme. C'est bien ce problème qui est apparu au grand jour dans les désaccords autour de la candidature unitaire.

● « *Pour la direction de la LCR, tout se passe comme si l'ensemble des courants existant entre le PS et la LCR expriment, au mieux, un simple processus de décomposition politique sans avenir, au pire, un pont tendu vers le social-libéralisme. Il ne s'agit pas de nier la difficulté liée à l'absence de cristallisation nationale de courants significatifs, autonomes vis-à-vis du PS et/ou critiques vis-à-vis de la direction du PCF, mais la direction de la LCR a tendance à considérer tout processus allant*

dans ce sens comme un obstacle. Pour elle, au-delà des discours, tout se passe comme si la Ligue était la seule alternative politique au PS, capable de polariser directement autour d'elle les militants qui veulent s'engager dans la construction d'une nouvelle force politique. »

Le temps passe et la mémoire défaille. Le camarade Artous, qui a participé à de nombreux débats sur le sujet, ne peut pourtant pas avoir oublié les controverses des années 1930 sur la question du centrisme. Le mot peut sembler péjoratif. On peut le laisser tomber. En revanche, le problème soulevé par la distinction, alors classique, entre « centrisme juvénile » et « centrisme sénile » demeure. Les phénomènes apparus à partir des grèves de 1995 ou de l'émergence du mouvement alter, avec Attac, avec la radicalisation d'équipes syndicales, avec les différenciations dans le PC, avec un nonisme de gauche dans le PS, traduisaient dans une certaine mesure une évolution « juvénile », de droite à gauche, consécutive aux mobilisations de 1995 et à leurs suites. Il semble que le balancier soit reparti partiellement dans l'autre sens. C'est clair en Italie. En France, on peut difficilement dire que Salesse, Debons, Drevon, Rémy Jean (tous ex de la Ligue), les différentes gauches socialistes, etc., évoluent de droite à gauche.

● Constaté ce retour de balancier, ou son amorce, ne signifie pas que la Ligue soit « la seule alternative au PS capable de polariser directement autour d'elle les militants qui veulent s'engager dans une nouvelle force politique ». Elle n'est certainement pas « la seule » alternative, mais elle est, en l'état actuel des forces, le meilleur levier pour y œuvrer, contrairement à ce que pensent nombre de nos partenaires (et même de nos propres camarades) qui la considèrent plutôt – et son candidat avec elle – comme un obstacle à une

recomposition hypothétique. Elle ne prétend pas polariser autour d'elle tous les militants susceptibles de s'engager dans une nouvelle force politique, mais elle peut en polariser une partie (ce n'est déjà pas si mal par les temps qui courent).

Au lieu d'évoquer abstraitement les « responsabilités » qui nous incombent, les camarades devraient voir concrètement les obligations que nous crée l'arrivée de nouveaux militants avec des caractéristiques, sociales et géographiques, et des attentes bien différentes de ce que la Ligue est en état de leur donner. Le potentiel du microcosme ancien a son importance, mais il ne doit pas nous cacher « les potentialités » que la campagne a permis d'explorer parmi les nouvelles générations militantes. Si nous savons aller à la rencontre ne serait-ce que d'une partie des électeurs d'Olivier (voir le blog de campagne), à multiplier les Valence, Aulnay, Lens, etc., et si nous parvenons à répondre à ces défis nous serons en condition de peser bien mieux sur le contenu du nouveau parti que nous voulons, et surtout d'en faire mûrir les conditions de possibilité.

La politique est affaire de pédagogie, sans doute et jusqu'à un certain point, mais elle est aussi et surtout affaire de rapports de forces : certains seront convaincus par des arguments et des textes, bien plus le seront par la démonstration pratique de ce que l'on fait et peut faire. Autrement dit, une Ligue renforcée est la première condition pour résister à l'appel des sirènes social-libérales et au glissement de la gauche vers le centre. Elle est actuellement le meilleur appui pour affirmer la nécessité d'un nouveau parti et pour contraindre nos partenaires, locaux ou nationaux, à une discussion sur le fond politique, au lieu de s'égarer dans une succession de « coups » électoraux sans suite ni lendemains.

● « Une candidature unitaire était possible » grâce à « un réseau de plusieurs centaines de comités unitaires, forts de dizaines de milliers de participants (dont une part importante sans affiliation partisane) couvrant une large partie du territoire national ».

Il a existé une aspiration unitaire indiscutable et légitime dans le prolongement de la campagne du Non de gauche. Elle est importante, mais il est inutile de l'exagérer en évoquant des « dizaines de milliers de participants » pour impressionner les lecteurs quant aux « potentialités » supposées. Les chiffres sont plus sobres. Il y a eu dans les 12 000 votants (loin d'être tous militants au même titre) sur le nom du candidat dans les collectifs, dont 60 % pour Marie-Georges Buffet. Le plébiscite internet (ou bovéthon) en faveur de la candidature Bové a recueilli plus de 30 000 clics (pour le coup certainement les militants y étaient fortement minoritaires). C'est significatif. Mais si la justesse politique se mesure quantitativement au nombre de clics, autant la mesurer au vote final. On évaluerait alors à 1 500 000 clics le plébiscite en faveur de la candidature d'Olivier. Ces évaluations comparables ne mènent pas très loin, car pétitions, votes, et engagement militant dans la construction d'une force politique ne sont pas du même ordre.

● « Naturellement, il fallait un contenu à cette unité et un projet qui permette de structurer politiquement ce début de recomposition sur le terrain militant. La question essentielle était celle de l'indépendance vis-à-vis du PS : l'affirmation selon laquelle le candidat unitaire et les forces le soutenant ne participeraient ni à un gouvernement, ni à une majorité parlementaire avec le PS. Cette exigence était défendue (il faut le souligner) par tous les courants de la Ligue. Et dès septembre 2006, les collectifs (in-

clus le PCF) adoptèrent un premier texte allant clairement dans ce sens. »

C'est tout simplement faux. À Saint Denis la direction autoproclamée des collectifs a au contraire refusé même de soumettre au vote des amendements en ce sens (dits amendements d'Aubagne). Mais nous sommes donc d'accord sur le fait que l'unité sans contenu ni projet ne suffit pas, et que la question de l'indépendance par rapport à une future majorité parlementaire était décisive. En revanche nous n'étions pas d'accord sur le fait que la question était « clairement » réglée par les formulations diplomatiques et contournées adoptées en septembre pour amadouer un PC. Le texte adopté était très explicitement voué à « gagner toute la gauche à une perspective antilibérale », y compris donc le PS dans son entier. Le PC choisissait en même temps l'alliance avec le PS contre la proposition de liste unitaire aux municipales de Bordeaux. La suite a montré que notre méfiance et notre exigence de clarté sur ce point ne relevaient pas de la paranoïa critique.

● « Il était possible d'améliorer ce texte. Surtout si la direction de la Ligue avait explicitement dit qu'elle serait d'accord pour un candidat unitaire si cette condition était remplie. Mais elle ne procéda jamais ainsi, multipliant les surenchères et refusant obstinément de prendre la mesure de l'acquis qui constituait l'existence du réseau de comités unitaires. Faisant comme si les positions politiques prises par les comités n'existaient pas, s'abstenant de la bataille qui s'y est menée, elle a centré ses critiques sur l'orientation politique de la direction du PCF qui, effectivement, poussait dans le sens du maintien d'un accord possible avec le PS. Tout en ayant comme objectif (non déclaré) de présenter Marie-Georges Buffet comme candidat unitaire de la gauche antilibérale. »

Ici, la discussion est d'abord factuelle. Tout aurait été possible si la Ligue avait « explicitement » dit qu'elle serait d'accord pour un candidat unitaire si cette condition était remplie ? Non seulement elle l'a explicitement dit, mais elle l'a répété dans les médias par la bouche d'Olivier, dans les résolutions, dans les tribunes de presse (cf. entre autres la réponse à Michel Onfray dans *Libération*, etc. ^{10/}). Non seulement elle l'a explicitement dit, mais elle l'a explicitement voté lors de sa conférence nationale de juin 2006.

Nous présentions Olivier, parce que c'était le meilleur candidat dans la continuité du Non de gauche et des luttes sociales, et parce que l'accord sur l'indépendance vis-à-vis du PS n'est pas pour l'heure réalisé. Mais, étant donné qu'il ne pouvait prétendre représenter en tant que candidat l'ensemble des composantes des collectifs, nous retirerions sa très bonne candidature pour une moins bonne si cet accord était atteint. Il était légitime que nous exigions en contrepartie des garanties solides sur l'orientation de la campagne, car nous n'entendions pas, comme on le dit vulgairement, mouiller la chemise pour un ou une candidat(e) qui nous entraînerait au lendemain du premier tour ou du deuxième là où nous ne voulions pas aller. C'était clair, et honnête : Olivier serait candidat de la Ligue s'il n'y avait pas d'accord, il ne le serait pas s'il y avait accord. Il n'était donc pas candidat à la candidature contre Salesse, Bové, Autain, Buffet, etc. On pouvait difficilement être plus « explicite ».

Si la question des alliances était aussi « clarifiée » que AA et SK semblent le penser, il aurait été facile aux camarades des collectifs de répondre positivement à la demande de clarification de la Ligue, même si elle leur sem-

^{10/} Daniel Bensaïd, *Une réponse à Michel Onfray : Histoires de mains*, sur ce site.

blait exagérément tatillonne : était-il aussi important de maintenir à tout prix la formulation de non-participation à « un gouvernement sous hégémonie social-libérale » contre le rejet explicite de toute coalition parlementaire ou gouvernementale avec le PS synthétisé autour du oui et de Ségolène ? Quant à la conviction qu'Olivier était de loin le meilleur candidat – non pas « bien qu'à la Ligue... », comme certains le concédaient, mais aussi parce qu'à la Ligue ! – par la clarté de sa position, par sa représentativité sociale, et même par son « potentiel » électoral, elle a été plus que confirmée.

● « *Reste à expliquer les raisons de cette orientation politique. Au-delà des jeux d'alliance entre divers courants internes de la LCR, deux questions décisives apparaissent. La première tient à l'analyse d'ensemble de la conjoncture et de la place de l'élection présidentielle. Manifestement, la direction de la LCR n'a pas compris les enjeux politiques qui s'y cristallisaient du point de vue de la condensation des rapports de forces entre les classes et, en conséquence, les enjeux que représentait une candidature unitaire de la gauche radicale. Et c'est d'ailleurs une constante de la LCR durant le cycle passé de sous-estimer les moments politiques de cristallisation des luttes des classes, au profit d'une approche essentiellement « sociale », « mouvementiste », (qui n'est en rien contradictoire à un propagandisme politique abstrait) de ces luttes.*

Il y a certainement un désaccord, ou au moins des nuances, avec les camarades sur l'appréciation de la situation et les possibilités qu'elle recelait. Encore faudrait-il en évaluer la portée exacte. En revanche, il est carrément faux d'affirmer que nous avons sous-estimé la place et les enjeux de l'élection présidentielle. C'est précisément parce que nous les estimons

à leur juste importance, parce que nous savons à quel point, dans la logique institutionnelle de la V^e République, elle distribue le jeu (*a fortiori* avec le quinquennat et le calendrier actuel) et détermine le degré d'indépendance politique et organisationnelle d'un courant politique, que nous avons été exigeants sur les conditions d'un compromis.

C'est précisément parce que nous pensions, à la lumière du contexte international, que la tendance lourde à la transformation blairiste du PS allait s'affirmer et entraîner dans son sillage une partie de la gauche antilibérale, que nous avons été aussi intransigeants sur la question des alliances.

Quant aux généralisations sur « la constante » qui consisterait, de la part de la Ligue, à sous-estimer « les moments politiques », elle mériterait examen plus attentif. Le moment politique du référendum a-t-il été sous-estimé ? Et la mise en route de la campagne du Non ne doit-elle pas beaucoup à la Ligue ? Il y a certes eu une tendance mouvementiste et syndicaliste de la Ligue dans les années 1980 (non seulement de la part de la majorité, mais aussi et peut-être surtout de camarades qui ont persisté sur cette ligne mouvementiste dans les collectifs et derrière la candidature Bové comme candidature du « mouvement ») et une partie des années 1990. Mais ce que certains camarades regrettent aujourd'hui comme « le tournant de 1998-1999 », concrétisé par la candidature d'Olivier en 2002, traduisait précisément une volonté de réinvestir le champ politique et d'y réaffirmer la fonction d'une organisation qui ne se réduise pas à un réseau de militants sociaux.

● « *Cette sous-estimation de la dimension politique était étroitement liée à une compréhension « statique » de la conjoncture récente, qui en sous-estimait les éléments de crise et d'instabilité.*

Cette vision « pessimiste » paraît aujourd'hui confortée par la victoire de Sarkozy (qui, comme nous l'avons suggéré auparavant, a su trancher à vif, et à droite, dans la crise), mais c'est au prix d'un véritable refoulement des potentialités de la période écoulée et des responsabilités de la gauche radicale dans une issue qui était, à notre sens, tout sauf inéluctable».

Cette vision « pessimiste » (ou simplement lucide) ne « paraît » pas, elle est hélas vérifiée par la victoire de Sarkozy, qui n'est pas un accident électoral mais relève de tendances plus profondes. Aussi, ce n'est pas parce que nous avons une vision « statique » de la conjoncture que nous avons défendu notre orientation, mais bien parce que nous en avons une vision dynamique. La divergence porte donc, non pas sur une opposition simplifiée entre statique et dynamique, mais sur l'appréciation différente du sens de la dynamique. Bien sûr, l'issue d'une situation n'est jamais « inéluctable ». Encore faut-il avoir les bons critères pour évaluer les chances des possibles assassinés. La Ligue a des responsabilités. À supposer qu'elle s'y soit dérobée, une situation aussi riche de « potentialités » aurait certainement dû trouver d'autres voies d'expression (autour de la candidature « unitaire » de Bové face à la « bande des onze », par exemple, ou autour de la « candidature de la gauche antilibérale » de Buffet).

D'accord, il n'y a pas de quoi être triomphalistes pour 4 % – juste satisfaits du travail accompli. Mais imaginons que le résultat ait été inverse, que nous ayons obtenu 1,3 % et une candidature antilibérale plus de 4 %. Notre score aurait alors été interprété sans aucun doute par ces mêmes camarades comme une preuve de faillite définitive, et les 4 % Bové ou Buffet comme une confirmation éclatante (ou triomphale) des « potentialités de la dynamique unitaire » ou du redressement du

PC. Pourquoi ne pas considérer alors le résultat de la campagne d'Olivier comme l'illustration des potentialités qui auraient pu être plus grandes encore si toute la Ligue avait mené la campagne ?

● *« Les élections présidentielles ont ainsi été prises dans une vision « routinière », dont la fonction principale était de faire apparaître la LCR dans le champ politique, en s'appuyant sur la personnalité d'Olivier Besancenot et en gérant au mieux son capital électoral. Au demeurant, il est à présent clair que, dès le début, une partie non négligeable de la direction pensait qu'il fallait annoncer tout de suite sa candidature (mais cela aurait été minoritaire dans la LCR). »*

La seule ambition de l'orientation majoritaire aurait donc été de s'appuyer sur la personnalité d'Olivier (de faire une opération de « com », en somme ?) pour gérer un bas de laine électoral. C'est dépolitiser complètement le contenu de la campagne et minimiser le travail des militants. La majorité des militants de la Ligue ne s'est pas contentée de « gérer un capital électoral » (imaginaire au demeurant, puisque ce « capital » a fondu sous l'effet du vote utile).

Elle a ramé pendant des mois, d'abord pour arracher une à une les signatures de maires, ensuite pendant deux mois supplémentaires pour convaincre un million et demi d'électeurs, malgré le chantage à la peur de Le Pen/Sarko (qui a marché sur l'écrasante majorité de l'intelligentsia « antilibérale »), de résister à la pression du « vote utile ».

Pour émettre un jugement aussi sommaire, il faut avoir regardé passer le train de la campagne du haut de son balcon. Ce qui, de la part de camarades qui ne se privent généralement pas de reprocher à la Ligue sa passivité ou son attentisme, ne manque pas d'ironie. Mais l'essentiel n'est pas là. Il est dans le mystère dé-

voilé : « Il est à présent clair », disent les camarades, qu'une partie de la direction pensait dès le début qu'il fallait déclarer la candidature d'Olivier. Ce n'est pas une révélation. Ce qui est « clair à présent », c'est qu'il aurait plutôt fallu adopter la position de la CN de juin dès le congrès de janvier 2006 : c'est-à-dire « déclarer la candidature d'Olivier » comme la meilleure possible, et non comme un pis-aller ou un recours par défaut en cas d'échec unitaire, et poser clairement dès ce moment les conditions auxquelles nous étions prêts à la retirer. Nous aurions alors pu mener six mois de bataille dans les collectifs et avec nos éventuels partenaires, au lieu de laisser l'équipe dirigeante des collectifs esquiver les débats de fond par de misérables manœuvres dilatoires (la non-soumission au vote de la motion d'Aubagne, ou le lâchage de Bové au moment du vote dans les collectifs, avec l'illusion que Autain ou Salesse seraient plus acceptables par la direction du Parti communiste).

● *« Et cela – c'est la seconde question décisive – parce que, fondamentalement, sa direction estime que la LCR est la seule alternative politique à gauche du PS. »*

Voici donc la question décisive. Nous ne pensons pas que la Ligue soit « la seule alternative à gauche du PS ». Mais c'est, en l'état actuel des choses, la plus solide et la plus cohérente, donc le meilleur levier pour développer une telle alternative. Le bilan de la campagne le confirme. Et si la Ligue n'est pas la seule alternative, encore faut-il faire l'inventaire de ce que sont les autres.

Lutte ouvrière ? Les camarades sont horrifiés à l'évocation d'un accord – fût-il simplement électoral – avec cette organisation !

Le PC en tant que tel ? Ils n'y croient pas plus que nous, et nous aurons l'occasion de voir, avec le congrès extraordinaire annoncé, la po-

larisation entre les mutants de la mutation (Hue/Gayssot) et les identitaires (Gerin/Bocquet), tous d'accord pour privilégier malgré tout l'alliance subalterne avec le PS et pour refuser toute unité sérieuse avec la Ligue.

Les courants du PC, rénovateurs ou rouges vifs? Il y a des militants, des cellules, des groupes locaux du PC avec lesquels il est possible de travailler – les municipales seront d'ailleurs un test pour savoir au moins dans les grandes villes ce qui l'emporte entre le ralliement aux listes PS ou la construction d'une alternative – mais il n'existe pas de courant national organisé. Les refondateurs semblent voués à reproduire le schéma expérimenté par plusieurs vagues de rénovation : plus critiques dans le bilan du stalinisme, plus ouverts et unitaires, mais finalement plus droitiers dès qu'ils rompent les amarres avec la maison mère (de Fiterman à Herzog en passant par Llabres, la liste est longue et n'est certainement pas close).

La campagne a montré que, malgré une situation défavorable, la nécessité d'une alternative (ou d'un nouveau parti) mûrit, et des éléments pour sa construction émergent. Mais ces éléments ne sont pas articulés nationalement et ils risquent de se dissoudre dans le repli localiste si nous ne prenons pas d'initia-

tives audacieuses. D'où la campagne de propagande initiée par Olivier sur la question du nouveau parti à laquelle nous devons donner un contenu programmatique (dans le prolongement du Non de gauche et des campagnes présidentielle et législative), une politique d'alliance (d'indépendance vis-à-vis du PS) et une définition organisationnelle démocratique (dont la « démocratie » plébiscitaire informelle des collectifs constitue le contre-exemple).

● *« C'est pourquoi, d'ailleurs, dans la campagne pour les législatives, qui suivent la présidentielle et où la gauche radicale, sauf quelques exceptions, se présente de façon totalement éclatée, le LCR s'auto-affirme, face au PS, comme la représentante de la « gauche de combat ».*

Dès le lendemain de la présidentielle, la Ligue est la seule organisation qui se soit adressée au PC, à LO, aux collectifs Bové pour proposer une discussion sur les législatives. Elle n'a reçu à cette proposition écrite que des fins de non-recevoir téléphoniques. S'il est juste, au « moment où le PS annonce qu'il va s'engager dans une refondation en s'ouvrant vers le centre », de dire qu'une alternative de la gauche radicale est urgente, se contenter d'affirmer qu'elle « ne peut pas se cristalliser autour de la seule LCR » est insuffisant. Une simple négation (« ne peut pas autour de la

Ligue »...) ne fait pas une politique : autour de quoi et de qui, dans la situation concrète, peut-elle se cristalliser? En politique comme en physique l'attraction est proportionnelle à la masse. Cesser d'hésiter avec les hésitants, et renforcer la Ligue n'est pas une condition suffisante, mais c'est une condition nécessaire au déblocage de la situation.

Avec les camarades AA et SK, nous avons un désaccord, et même plusieurs (d'appréciation des potentialités de la situation, de méthode, de conception de l'organisation). Attribuer à la majorité de la Ligue une orientation reconstruite idéologiquement, sans citer les textes ni interpréter les faits précis intervenus au cours de la campagne, n'aide pas à cerner ces désaccords, à les préciser et à les discuter sérieusement.

Réduit à un bilan imaginaire d'une politique imaginaire, le « bilan de la gauche du PS » proposé au lecteur étranger, revient à attribuer à la Ligue, en escamotant le rôle des autres acteurs, une responsabilité presque exclusive et démesurée dans le délabrement de la gauche.

Ce n'est certainement pas intentionnel de la part des camarades, mais leur bilan finit ainsi, involontairement sans doute, par devenir un bilan truqué.

22 juin 2007